

Vers une Union asiatique?



Les économies d'Asie de l'Est (Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Malaisie), très dépendantes du reste du monde, subissent de plein fouet le choc de la récession mondiale et ne retrouvent que progressivement le chemin de la croissance. C'est aussi le cas du Japon.

Photo: Mario Fontaine, Archives La Presse

Françoise Lemoine

L'auteure est économiste principale au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), à Paris.

La Presse

L'Asie est à la pointe de la reprise économique mondiale. Hors Japon, sa croissance atteint 4% cette année, alors que l'économie mondiale est en récession, et elle dépassera sans doute 6% en 2010, deux fois ce qui est prévu pour l'ensemble du globe.

Ces bonnes performances viennent essentiellement des grands pays émergents (la Chine, l'Inde, l'Indonésie) qui, grâce à leurs vastes marchés intérieurs, ont amorti le choc de la récession mondiale. Les pays

d'Asie du Sud (Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka), peu ouverts au commerce international, affichent aussi une croissance ralentie, mais positive en 2009. Les économies d'Asie de l'Est (Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Malaisie), très dépendantes du reste du monde, subissent de plein fouet le choc de la récession mondiale et ne retrouvent que progressivement le chemin de la croissance. C'est aussi le cas du Japon.

L'Asie cherche actuellement les sources d'une croissance autonome, moins dépendante de la demande des pays occidentaux qui se dérobe. Les sommets qui ont réuni les pays asiatiques les 24 et 25 octobre en Thaïlande ont montré leur souci de renforcer leur coopération et leurs échanges afin de tirer parti des atouts de la région, parmi lesquels des réseaux denses de production et d'échanges et de vigoureuses politiques de relance de la demande intérieure.

Le cadre institutionnel de l'intégration asiatique est resté léger, constitué essentiellement par des accords bilatéraux de libre-échange et des initiatives de coopération ad hoc; la plus notable est un fonds multilatéral de réserves de change, de 120 milliards de dollars, qui doit venir en aide aux pays confrontés à une crise financière extérieure.

Mais le manque de coordination des politiques économiques, notamment en matière de taux de change, se fait sentir. Ainsi actuellement, les distorsions de taux de change entre le yen japonais qui s'apprécie face au dollar et les autres monnaies d'Asie de l'Est qui suivent le dollar dans sa dépréciation (notamment le yuan chinois), créent des tensions et perturbent les échanges. Alors que l'Asie a actuellement un poids comparable aux États-Unis ou à l'Union européenne dans l'économie mondiale, aucune monnaie asiatique ne joue un rôle international comparable au dollar ou à l'euro.

Le Japon a récemment proposé la création d'une communauté d'Asie de l'Est, inspirée du modèle de l'Union européenne. Mais le projet reste vague et à long terme. La Chine, dont le poids économique dépassera celui

du Japon en 2010, est un aimant pour les économies de la région en même temps qu'un frein à l'intégration, tant elle suscite de craintes. Les obstacles politiques qui entravent l'approfondissement de l'intégration en Asie poussent à son élargissement vers le Pacifique.

Même s'ils ne sont plus le marché le plus porteur, les États-Unis restent indispensables à l'équilibre de la zone. Le sommet de l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) qui se réunira les 14 et 15 novembre à Singapour vise aussi à trouver dans le commerce entre des deux rives du Pacifique le ressort de la reprise.